

PR



PRÉFECTURE DE LA MOSELLE

ARRETE PREFECTORAL D'URGENCE

N°2003-AG/2/250

En date du 13 août 2003

Autorisant le centre de production thermique EDF de La Maxe à déroger à l'arrêté du 24 mai 1971 en ce qui concerne ses températures de rejet.

**LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 24 Mai 1971 ;

VU l'article L 512-7 du code de l'environnement ;

VU l'instruction ministérielle du 12 Août 2003 ;

CONSTATANT la difficulté de certaines centrales thermiques pour respecter les prescriptions qui leur sont imposées en matière de température de l'eau, du fait de la situation climatique actuelle avec des températures bien supérieures à la normale et des débits des cours d'eau faibles ;

CONSIDERANT que l'arrêt de ces centrales du fait de ces difficultés pourrait entraîner un déséquilibre grave entre l'offre d'électricité et la demande de consommation, ce qui constituerait une menace pour la sécurité des biens et des personnes, la continuité des services publics et l'activité économique du pays ;

CONSIDERANT l'intérêt supérieur qui s'attache au maintien en fonctionnement des centrales de production d'électricité situées sur le territoire national métropolitain en bordure de fleuve ou de rivière pour garantir l'approvisionnement électrique ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1.

Le présent arrêté s'applique à la centrale thermique de La Maxe à partir de la date de notification de cet arrêté et ce jusqu'au 30 Septembre 2003.

ARTICLE 2.

La centrale de La Maxe est autorisée à rejeter ses effluents à une température supérieure à 30°C sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- L'écart entre les mesures de la température de l'eau effectuées à l'amont et à l'aval après mélange de l'installation ne doit pas excéder 3°C ;
- L'utilisation de cette mesure dérogatoire est réduite dans toute la mesure du possible et limitée aux seuls besoins de production électrique nécessaires pour assurer la consommation nationale et au respect des engagements internationaux et des engagements pris par ces producteurs vis-à-vis de la Commission Européenne ;
- La société Electricité De France suit attentivement, pendant toute la période où les mesures dérogatoires sont en vigueur, l'incidence environnementale des mesures qu'elle est amenée à prendre, notamment sur la faune des fleuves et rivières et leur incidence sanitaire, notamment sur les prises d'eau potable, les baignades et les activités de loisirs nautiques en aval ;
- Pendant toute la période où les mesures dérogatoires sont en vigueur, la société Electricité De France doit tenir quotidiennement informés le Préfet de Département et le Préfet coordonnateur de bassin, des températures effectivement constatées après mélange à l'aval de la centrale, et des répercussions éventuellement constatées sur la vie piscicole.

ARTICLE 3. Infractions aux dispositions de l'arrêté

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'Environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 4. Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LA MAXE et pourra y être consultée par tout intéressé ;
- 2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

- 3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5. Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

ARTICLE 6. Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
La Sous-Préfète de Metz-Campagne,
Le Maire de La Maxe,
Les inspecteurs des installations classées,
Et tous agents de la force publique,
Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification



Pour le Préfet absent,
Le Préfet Délégué
pour la Sécurité et la Défense

Philippe CHERVET